

14/09/2023

INTERVENTION de Michel DURU

Directeur de recherche, actuellement chargé de mission à l'INRAE

Dans les pays européens, l'agriculture et l'alimentation génèrent des coûts cachés estimés à l'équivalent des coûts de l'alimentation. Autrement dit, quand on dépense 1 euro pour se nourrir, il faut dépenser 1 euro pour se soigner (coûts des maladies chroniques dues à la "malbouffe" et l'exposition aux contaminants...) et réparer la nature (traitement de l'eau, restauration de la biodiversité, subventions diverses à l'agriculture...). Ces coûts élevés sont principalement dus aux excès d'utilisation d'engrais azotés et de pesticides, à un élevage trop intensif et à une sur consommation de produits animaux et d'aliments ultra-transformés. Les politiques actuelles conduites "en silo" ne permettent pas d'enrayer ces externalités négatives. Des politiques préventives pour notre santé et notre environnement dans les domaines agricole (agroécologie) et alimentaire (régime végétalisé à base de produits peu transformés issus de l'agroécologie) permettraient de réduire considérablement ces dépenses. L'argent ainsi économisé pourrait être alors alloué aux politiques préventives qu'il convient de mettre en place pour soutenir vraiment les transitions, ainsi que les consommateurs les plus démunis.